

Daniel Bensaïd

Mai 1968

Les pousses de l'utopie

Mai 68. Vingt-cinq ans déjà. Un quart de siècle tout rond. Les anniversaires se suivent et ne se ressemblent pas.

Le dixième, en 1978, fut l'occasion d'une bataille d'interprétation stratégique.

Le vingtième, en 1988, fut davantage l'enjeu d'une bataille de mémoire. Et aujourd'hui... il reste l'idée que le monde dans lequel nous vivons n'est pas meilleur qu'il y a vingt-cinq ans et qu'il est encore moins tolérable !

Il est convenu, s'agissant de 68, d'insister sur le contraste entre la grisaille qui précède et le rayonnement soudain de l'événement. Quelques semaines avant, un éditorialiste du *Monde* titrait « La France s'ennuie », un article resté célèbre. C'est le propre de l'événement que de faire apparaître ce qui aurait pu ne jamais exister. Sans événement, pas d'histoire : le simple déroulement mécanique du temps. Mais il y a événement et événement. Certains qui paraissent importants sur le moment seront relégués au rang de fait-divers. D'autres prendront des proportions nouvelles en fonction de leur charge de nouveauté. Leur sort n'est pas scellé d'avance. Il dépend pour une part d'une bataille de mémoire qui n'est jamais terminée.

Mai 68 est un événement à part entière dans la mesure où le plafond bas de la routine s'est déchiré pour laisser entrevoir autre chose, un coin de ciel, une part de rêve. Cet événement n'était pas purement accidentel. Sans être prédit, il était annoncé pour qui sait « entendre l'herbe pousser ». Par la radicalisation des

luttons ouvrières (Caen, Redon, Le Mans) contre les ordonnances gaullistes, par les explosions étudiantes et lycéennes contre l'ordre moral et les pesanteurs hiérarchiques, par une accumulation moléculaire d'expériences qui font tomber les écailles de la soumission. C'est parce que l'explosion, tout en dépassant nos espérances, ne nous a qu'à demi surpris (que les amateurs relisent la collection de *L'Avant-garde jeunesse*, notre journal de l'époque) que nous nous y sommes trouvés dès la première heure comme un poisson dans l'eau.

Aujourd'hui, cet événement fondateur est menacé dans sa signification par une interprétation restrictive. Parmi les soixante-huitards convertis au réalisme majoritaire, il est devenu de bon ton de réduire Mai 68 à un phénomène sociologique et culturel. Il s'agirait avant tout d'un soulèvement de la jeunesse contre les archaïsmes d'un État fortement centralisateur, contre les pudibonderies de l'ordre moral et contre les rigidités hiérarchiques. De cette poussée rénovatrice et moderniste, il ne resterait guère qu'un certain hédonisme, la libération sexuelle, la décentralisation, bref un simple ravalement libéral du bon vieux capitalisme.

C'est perdre toute l'originalité de ce qui est advenu. La modernisation du capital a eu lieu dans tous les pays occidentaux, sans qu'il soit besoin d'un Mai 68 pour cela. Et s'il ne s'était agi que d'une révolte des campus universitaires, elle n'aurait pas laissé plus de traces que les affrontements de Berkeley ou les épanchements de Woodstock. Très significativement, l'autocélébration des soixante-huitards (recyclés dans le show médiatique) par eux-mêmes traduit une prédilection marquée pour le ressassement de l'épopée étudiante et pour les hauts lieux de Nanterre ou de la Sorbonne.

Notre obsession à l'époque était pourtant de sortir de ces ghettos. À juste titre : le véritable

événement, celui qui, sans ébranler le monde, a tout de même secoué les colonnes du temple au point que de Gaulle perde la tête et s'enfuit à Baden-Baden, ce fut la rencontre entre un soulèvement sans précédent de la jeunesse et la plus grande grève générale de l'histoire : dix millions de grévistes pendant près d'un mois et le sentiment que tout devient effectivement possible.

On a beaucoup discuté sur cette grève générale. La dernière d'un cycle héroïque commencé en juin 1848 ou en mai 1871, la fin de la grande épopée prolétarienne ? Ou la première d'un nouveau cycle, l'acte de naissance d'un mouvement social moderne, fécondé par le féminisme, élargi à toutes les couches du salariat, avide de contrôle et d'autogestion. Il y avait probablement des deux comme toujours : du nouveau en train de naître dans l'ancien qui n'en finit pas de mourir. Une déchirure entre le déjà-plus et le pas-encore. Il n'empêche. Ce qui a fait véritablement événement, ce pour quoi on parle encore de Mai 68, comme de juin 1848 ou de juin 1936, c'est ce moment suspendu de la grève générale, qui brise la routine de la soumission, arrache le voile du quotidien et laisse apercevoir, ne fût-ce qu'un instant, l'étendue inexplorée du possible.

D'un possible aux vastes horizons. Car le rayonnement et l'écho international de 68 ne se comprennent pas sans l'extraordinaire vent de liberté universel qui souffle alors. Dans sa singularité nationale, la grève générale française est alors à l'unisson d'une vague planétaire où semblent converger dans une occasion propice les luttes de libération nationales (Cuba, Indochine), les luttes antibureaucratiques (Tchécoslovaquie, Pologne) et les luttes anticapitalistes et antiautoritaires dans les métropoles impérialistes. Cette synchronisation, cette articulation un moment entrevue,

et qui s'éloigne ensuite, n'est pas pour peu dans la force symbolique de 68.

Une révolution manquée ?

Il était logique et normal, en tant que révolutionnaires, que nous insistions sur les potentialités de la situation, pour peu qu'il existe la volonté d'en pousser la dynamique. À certains égards, il s'agissait du début d'une crise révolutionnaire. Mais du début seulement. Les ressources de ce qu'on a appelé l'État-providence restaient considérables et la légitimité même des institutions a été assez peu entamée. Les limites de cette crise se manifestent *a posteriori* dans plusieurs indices.

D'une part, la pauvreté relative des conquêtes effectives par rapport à l'ampleur du mouvement. Les travailleurs ont beaucoup moins obtenu à Grenelle et il en reste moins dans les mémoires par rapport aux accords Matignon de 1936.

D'autre part, comment expliquer, si le pouvoir avait été réellement menacé, que la violence d'une telle empoignade soit restée aussi limitée ?

La violence en 1968 est restée le plus souvent symbolique, sauf face aux travailleurs, notamment à Flins et à Sochaux. Surtout, les appareils politiques et syndicaux traditionnels ont souvent été débordés localement, mais ils n'ont pas été sérieusement contestés dans leur leadership par une généralisation des formes de démocratie directe : les comités de grève sont restés l'exception et l'expérience des assemblées souveraines, des comités élus, des coordinations est postérieure à 1968 plutôt que caractéristique de 1968.

Enfin, les fractures dans les organisations traditionnelles ont permis l'implantation et le développement d'une extrême gauche significative tout au long des années soixante-dix, sans

jamais prendre la proportion des fractures qui s'étaient produites au lendemain de la Première Guerre mondiale ou même de la Seconde.

Que reste-t-il de nos amours ?

On nous demande souvent ce qui reste de 68. Souvent, la question est redoublée d'une autre, sur la trajectoire des « leaders » (en réalité des « leaders » étudiants) du mouvement. La plupart ont fait carrière. Plutôt bonne. Et alors ? Le phénomène n'est pas nouveau des ralliements et des reniements. Qu'on se souvienne de ce qu'était devenue en quelques années la « génération » de l'affaire Dreyfus. Ce terme même de génération suggère d'ailleurs des promiscuités et des complicités désagréables. Guy Hocquenghem l'avait ironiquement détourné en « renégation ». Ce qui est sans doute spécifique à 68, c'est l'ampleur sociologique de cette assimilation ou de ce retour au bercail. Tout y contribue : la massification à l'époque de la population universitaire, la longue installation au pouvoir d'une droite dont le monopole bloquait le renouvellement des « élites », l'ouverture soudaine des postes avec la victoire mitterrannique, la mise en lumière médiatique du phénomène.

Rien de très mystérieux dans tout cela. La tendance à la cooptation et à la promotion sociale est constante et logique. Ce qui n'était pas joué d'avance, c'est l'ampleur de la « renégation ». Elle dépendait pour beaucoup de la force d'attraction du mouvement ouvrier et, par conséquent, de la politique de ses directions majoritaires.

Il a déjà été souligné que les acquis sociaux ont été beaucoup moins marquants que ceux de 1936. La semaine de quarante heures et les congés payés restent gravés dans les mémoires comme sur les pellicules de Carné. Mais que reste-t-il de 68 ? L'élargissement des libertés

démocratiques et des droits syndicaux, un assainissement du fond de l'air ? Et des douze ans de règne socialiste ? Pas davantage ou moins encore.

S'il reste peu, ce n'est pas parce que Mai 68 aurait été un simple monôme étudiant ou un phénomène de surface. Des potentialités ont été révélées, des voies se sont ouvertes. Elles pouvaient être stimulées ou étouffées. La politique des gauches gouvernementales les a étouffées. Elles ont brisé à plusieurs reprises (en 1968 d'abord, en 1977 ensuite) l'élan initial pour parvenir au gouvernement alors que la crise économique avait commencé à creuser ses divisions et à entamer les forces sociales jadis intactes (le chômage était pratiquement inexistant en 1968). Ce que les trahisons et les capitulations n'ont pu abolir, c'est cette découverte, ce moment de libération qui continue, comme tout événement authentique, de pousser ses pointes dans le futur.

Quant aux repentis et aux pisse-vinaigre qui traitent leur passé juvénile avec la condescendance blasée de la maturité aux hanches lourdes, qu'ils usent et méditent ces pages de Jean-Christophe Bailly : « La révolution changeait de port d'attache, de continent, selon la couleur politique, mais elle venait d'ailleurs et elle avait cette vertu irrationnelle d'une émotion liée à un lointain qu'il fallait faire venir. Mouvement sentimental sans doute, même s'il était bardé de théories, et qui prêtait beaucoup plus aux combattants réels que ce qu'ils pouvaient rendre. Aujourd'hui, le ton est à la moquerie, voire à la superbe. On se cache ou l'on rit jaune d'avoir brandi des drapeaux, d'avoir scandé des noms. La quantité d'illusion était énorme sans doute – mais s'il n'y avait rien eu, mais s'il n'y avait pas eu ce mouvement, ce sur-saut, la convergence active de tous ces refus, ne serions-nous pas, alors, couverts de honte, et

tout autrement que pour les bévues que, dans le feu de l'action, nous avons pu commettre ^{1/}? »

Il est des moments où le réalisme exige de réclamer l'impossible. Plus d'un demi-siècle de stalinisme et douze ans de règne social-démocrate représentent une redoutable entreprise

de démolition des lendemains. «Stals» ou «soss-dems», les bureaucrates d'hier et de toujours, massacreurs de mots et détrousseurs de rêves, laissent une terre brûlée. Les pousses de l'utopie repartent à ras du sol. Demander l'impossible aujourd'hui, c'est lutter pied à pied pour

le droit à l'emploi, au logement, à la citoyenneté. C'est peut-être moins lyrique que «l'imagination au pouvoir» et «tout, tout de suite». Ce n'est pas moins subversif: les géants aussi ont commencé petits.

Rouge n° 1522, 13 mai 1993

^{1/} Jean-Christophe Bailly, *Le Paradis du sens*, Bourgois, 1986.